



République de Côte d'Ivoire
Union - Discipline - Travail

COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT
SUR LA SITUATION SECURITAIRE ET SOCIALE

Les 5, 6 et 7 janvier 2017, des soldats ont manifesté dans plusieurs villes de Côte d'Ivoire.

Le Président de la République a immédiatement dépêché le Ministre auprès du Président de la République chargé de la Défense à Bouaké, pour écouter les soldats et comprendre les motifs de leur mécontentement.

Ces soldats revendiquaient d'une part le paiement de primes et d'autre part l'amélioration de leurs conditions de vie.

Il est à noter que ces soldats, issus des Ex-Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN), avaient été désignés pour participer à des opérations de sécurisation du processus de sortie de crise, de 2007 à 2011. Les dispositions de l'Accord Politique de Ouagadougou prévoyaient à l'époque, leur prise en charge par le budget de l'Etat.

Durant toute cette période, ces soldats n'ont perçu ni prime, ni salaire, contrairement aux autres soldats.

Concernant leurs conditions de vie et de travail, les soldats ont exprimé des préoccupations de toutes les forces armées sur la qualité de l'alimentation dans les casernes, l'équipement, le logement ainsi que le délai d'avancement d'un grade à l'autre.

La question des primes dues n'ayant pas fait l'objet d'une gestion diligente de la part de la hiérarchie militaire, le Président de la République a autorisé que celles-ci soient payées selon les modalités arrêtées à l'occasion des discussions entre les soldats et le Ministre auprès du Président de la République chargé de la Défense.

Cependant, le Président de la République et le Gouvernement tiennent à rappeler qu'ils désapprouvent ce mode de revendication qui va à l'encontre de la mission des Forces de défense et de sécurité, qui est la protection des populations et du territoire national. Dans ce cadre, les soldats ont l'obligation de faire preuve de discipline et de rassurer l'ensemble des citoyens par leur comportement.

Par ailleurs, des dispositions ont commencé à être prises pour améliorer les conditions de vie et de travail de l'ensemble des militaires, des gendarmes et des policiers, conformément à la loi de programmation militaire et à la loi de programmation des forces de sécurité intérieure, votées le 11 janvier 2016, par l'Assemblée Nationale.

Le Président de la République et le Gouvernement déplorent les événements du mardi 17 janvier 2017, qui ont occasionné 4 décès et plusieurs blessés. Ils expriment leur compassion à toutes les victimes

ainsi qu'à leurs familles. Des enquêtes sont en cours pour situer les responsabilités.

Le Président de la République a instruit les grands commandements de l'Armée, de la Gendarmerie et de la Police Nationale, ainsi que le Ministre chargé de la Défense d'initier des rencontres avec toutes les composantes de nos Forces de défense et de sécurité, afin de recenser toutes leurs préoccupations. Le Chef de l'Etat demande donc à l'ensemble des militaires, des gendarmes, des policiers, des douaniers, des agents des Eaux et Forêts et des gardes pénitentiaires de contribuer au retour au calme.

Le Président de la République les assure de sa ferme volonté d'améliorer leurs conditions de vie et de travail et de construire des Forces républicaines, au service de la Nation.

S'agissant des revendications sociales des fonctionnaires, le Conseil des Ministres, à l'écoute des partenaires sociaux et soucieux de leurs préoccupations, a examiné un certain nombre de mesures qui feront l'objet de propositions lors d'une rencontre, le jeudi 19 janvier 2017 à 10 heures, entre les Ministres en charge de cette question et l'intersyndicale des fonctionnaires.

Le Président de la République et le Gouvernement tiennent à rassurer les populations que tout est mis en œuvre afin de trouver des solutions, dans les meilleurs délais, sur les questions sécuritaires et sociales et que toutes les dispositions sont prises pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'étendue du territoire national.

Fait à Abidjan, le mercredi 18 janvier 2017

Bruno Nabagné KONE

Porte-parole du Gouvernement